

**Fiche d'actualité (Statistiques ethniques, fonctionnaires, mouvement des maires, Grèce)
le 21/09/2015**

- **Les statistiques ethniques :**

Relancée par François Fillon, la polémique sur les statistiques ethniques est revenue dans l'actualité sur fond de crise migratoire.

Le Front National y est opposé, considérant, comme l'a rappelé Marine Le Pen, que de telles statistiques ouvriraient la voie à des politiques de discrimination positive et participeraient activement à l'entretien du communautarisme en France. En outre, elles tendraient à mettre sur le même plan des Français (qu'ils soient de métropole ou d'outre-mer) avec des étrangers, au motif qu'ils ont en commun une même couleur de peau.

Ce qui est concevable pour la recherche universitaire, sur la base d'auto-déclarations, ne l'est donc pas au niveau de l'Etat et des politiques publiques. La méfiance est d'autant plus de mise que la plupart des personnalités ou des associations favorables aux statistiques ethniques sont réputées pour leur conception communautariste de la société (Esther Benbassa, sénatrice EELV, Manuel Valls qui souhaitait une loi sur le sujet en 2009, le CRAN, etc.).

Le Front National est en revanche favorable à de vraies statistiques sur l'immigration en France, pour enfin connaître le nombre réel d'étrangers vivant dans notre pays (légaux comme illégaux), ainsi que le nombre de binationaux.

- **Le statut des fonctionnaires :**

Après les propos d'Emmanuel Macron rapportés par la presse, remettant en cause le statut des fonctionnaires qui ne serait plus « adéquat », suivant les habituelles recommandations de l'Union européenne, les débats autour de ce statut ont de nouveau fleuri en s'éloignant des vrais dysfonctionnements de la fonction publique.

Le Front National ne considère pas en effet le statut des fonctionnaires comme un problème en soi. La fonction publique et de manière générale l'ensemble des activités liées au service de l'Etat n'ont pas à répondre aux mêmes règles que le secteur marchand. En outre, l'Etat et les collectivités territoriales emploient déjà de nombreux contractuels pour des missions plus ou moins longues, qui ne jouissent pas du statut de fonctionnaire et du mythe de « l'emploi à vie » qui lui est associé.

Vouloir aligner (vers le bas) le secteur public sur le secteur privé n'a donc aucun sens. Enlever aux uns n'apportera rien aux autres. **La précarisation de toute la société n'est pas un modèle de progrès.**

Ce n'est donc pas tant sur le statut des fonctionnaires qu'une réforme s'imposerait, mais plutôt, par exemple, sur les pratiques de certains hauts fonctionnaires qui n'hésitent pas à pantoufler, c'est-à-dire à travailler dans des entreprises privées (souvent dans le domaine de la banque et de la finance) puis à revenir dans leur ministère. **Le Front National propose ainsi l'interdiction pure et simple de ces pratiques qui parasitent l'action publique en y mêlant des intérêts privés.**

Autre piste de réforme : limiter la capacité d'embauche de certaines grandes collectivités territoriales (principalement les régions et les intercommunalités) dont les effectifs ont explosé ces dernières années, bien au-delà des besoins réels du service, et multipliant les doublons avec d'autres collectivités et l'Etat.

- **Le mouvement des maires :**

Samedi 19 septembre, les maires de France sont descendus dans la rue pour dénoncer la baisse des dotations de l'Etat et ses conséquences néfastes, notamment pour les petites communes, sur les services de proximité.

Le Front National a apporté à ce mouvement un soutien sans réserve, considérant que les gouvernements successifs, aussi bien PS que UMP, ont sciemment poursuivi une politique d'asphyxie financière des petites communes pour les faire disparaître et favoriser ainsi l'émergence de grosses collectivités lointaines et coûteuses.

Cette situation est le résultat d'une politique de décentralisation qui a complètement échoué, établissant des baronnies très dépensières et multipliant les gabegies financières, le tout au détriment de l'Etat Nation, des services de proximité et de l'aménagement du territoire. Les petites communes n'ont pas à payer injustement les pots cassés de décennies de gaspillages.

- **Les élections en Grèce :**

L'ensemble des partis politiques grecs s'étant couchés et rangés derrière la politique d'austérité voulue par la Commission européenne, aucun d'eux ne souhaitant quitter la monnaie unique, le statut quo l'a logiquement emporté en Grèce faute de vrai choix politique possible.

Le gouvernement d'Alexis Tsipras a donc été reconduit dans ses fonctions, au sein de la même coalition que précédemment, dans un rapport de force avec les autres formations politiques qui n'a globalement pas bougé au lendemain de ces élections législatives anticipées.

Si aucun des problèmes de la Grèce n'est réglé, ce n'est hélas pas au niveau de ses représentants politiques actuels qu'il faut attendre le moindre espoir de changement.

Auteur : Joffrey Bollée